

# **COMMUNE DE CHATEAU-D'OEX**



## **REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'UTILISATION DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE**

Edition : Juin 2021

**Vu les articles 22 et suivants de la loi sur la protection des données personnelles du 11 septembre 2007 (LPrD),**

**Vu les articles 9 et 10 du règlement d'application de la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles du 29 octobre 2008 (RLPrD),**

## **Article 1 Principe**

Un système de vidéosurveillance dissuasive peut, après avoir obtenu l'autorisation de l'autorité compétente, être installé sur le domaine public ou le patrimoine administratif communal dans le but d'éviter la perpétration d'infractions contre des personnes et des biens et d'apporter des moyens de preuve en cas de telles infractions. Il doit constituer, si possible en complément d'autres mesures, le moyen le plus adéquat pour atteindre le but fixé.

## **Article 2 Délégation**

La municipalité est compétente pour adopter une directive d'exploitation portant sur le but et les modalités des installations de vidéosurveillance, ainsi que sur les lieux sur lesquels elles sont mises en œuvre et déploient leurs effets.

## **Article 3 Installations**

Pour chaque installation, la municipalité détermine l'emplacement et le champ des caméras, qui doivent se limiter à la mesure nécessaire pour atteindre le but fixé, en limitant les atteintes aux droits des personnes concernées.

## **Article 4 Sécurité des données**

Des mesures de sécurité appropriées sont prises afin d'éviter tout traitement illicite des données, notamment en limitant l'accès aux données enregistrées et aux locaux qui les contiennent.

Un système de journalisation automatique permet de contrôler les accès aux images.

## **Article 5 Traitement des données**

Les images enregistrées ne peuvent être visionnées qu'en cas d'infraction. Elles ne peuvent être traitées que pour atteindre le but fixé pour les installations de vidéosurveillance.

Les images ne peuvent être transmises qu'aux autorités chargées de poursuivre les infractions constatées.

## **Article 6 Personnes responsables**

La municipalité désigne les personnes autorisées à gérer l'installation de vidéosurveillance et à visionner les images.

La ou les personnes responsables prennent les mesures nécessaires pour prévenir tout traitement illicite ; elles s'assurent du respect des mesures de sécurité et des dispositions en matière de protection des données et en rendent compte à la municipalité.

## **Article 7 Information**

Les personnes se trouvant dans la zone surveillée doivent être informées de la vidéosurveillance par des panneaux d'information.

La municipalité tient à jour une liste publique des installations de vidéosurveillance exploitées sur la base du présent règlement.

## **Article 8 Horaire de fonctionnement**

L'horaire de fonctionnement des installations est décidé par la municipalité en fonction des nécessités pour atteindre le but fixé.

## **Article 9 Durée de conservation**

La durée de conservation des images ne peut excéder le délai prévu par la LPrD, sauf si les données sont transmises conformément à l'article 5 alinéa 2.

Les images sont détruites automatiquement à la fin du délai de conservation.

## **Article 10 Entrée en vigueur**

La municipalité est chargée de l'exécution du règlement.

Le présent règlement entre en vigueur une fois le délai de référendum/recours constitutionnel échu, et sous réserve du dépôt d'un tel référendum/recours.

Adopté par la Municipalité de Château-d'Oex dans sa séance du 12 janvier 2021.

Le Syndic

La Secrétaire

Eric Grandjean

Sophie Matthey

Adopté par le Conseil communal de Château-d'Oex dans sa séance du 18 février 2021.

Le Président

La Secrétaire

Jacques-François Pradervand

Myriam Stucki Tinouch

Approuvé par la Cheffe du Département des infrastructures et des ressources humaines, le